

**BUDGET ECONOMIQUE EXPLORATOIRE 2024**



**La situation économique en 2023**

**Et ses perspectives en 2024**

**Juillet 2023**

**Avant-Propos**

Le Haut-Commissariat au Plan élabore le budget économique exploratoire 2024 qui présente une révision de la croissance économique nationale en 2023, ainsi que les perspectives pour l’année 2024. Ce budget est de nature à permettre au gouvernement et aux décideurs de prendre conscience de l'évolution économique prévue en 2024. Il constituera, ainsi, un cadre de référence pour la fixation d'objectifs économiques appuyés par d’éventuelles mesures à mettre en œuvre notamment, dans le cadre de la Loi de Finances 2024.

L’élaboration de ce budget économique tient compte des agrégats provisoires arrêtés par la comptabilité nationale pour l’année 2022 à base 2014 et des résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d’analyse de conjoncture menés par le Haut-Commissariat au Plan durant le premier semestre de l’année 2023. Ces prévisions sont, également, sous-tendues par un ensemble d'hypothèses relatives à l'évolution des facteurs exogènes régissant l'économie marocaine, aussi bien sur le plan national qu'international.

Les prévisions pour l’année 2024 sont basées sur l’hypothèse d’une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2023/2024 et la reconduction de la politique budgétaire en vigueur en 2023 pour la relance de l’activité économique.

**PRINCIPAUX INDICATEURS MACROECONOMIQUES**

**2022**

**2023**

**2024**

**Evolution de la croissance économique nationale (en %)**

3,6

1,3

3,3

* **Produit Intérieur Brut**

3,0

2,9

2,9

* **Valeur ajoutée non agricole**

8,2

-12,7

6,6

* **Valeur ajoutée primaire**

2,8

3,1

1,8

* **Inflation**

**Principaux Ratios (en % du PIB)**

-23,2

-22,1

-21,8

* **Déficit commercial**

-3,5

-0,8

-1,0

* **Besoin de financement**

-5,2

-5,0

-4,8

* **Déficit budgétaire**

86,1

86,5

85,8

* **Taux d’endettement global**

***Une économie mondiale peu dynamique à court terme***

Dans un contexte international incertain, **la croissance économique mondiale** devrait ralentir en 2023 à 2,7%, après 3,3% en 2022 pour se redresser lentement et avoisiner 2,9% en 2024[[1]](#footnote-1). Ces perspectives en berne s’expliquent par le déploiement de mesures rigoureuses en matière de politique monétaire visant à enrayer l’inflation, ce qui devrait se traduire par une dégradation de la confiance des agents économiques, impactant les investissements et in fine la croissance. De surcroit, la résurgence du risque financier et la poursuite de la guerre en Ukraine induisant une fragmentation géoéconomique croissante, devraient assombrir l’évolution escomptée de l’économie mondiale.

Les politiques monétaires devraient continuer de lutter à la fois contre la hausse des prix et contre les retombées économiques d’une éventuelle instabilité financière. Par ailleurs, dans la plupart des économies, les mesures budgétaires devraient continuer de soutenir l'activité en 2023 avant de se retirer progressivement en 2024 pour alléger la charge de la dette, alourdie par la pandémie et par les coûts élevés de financement.

**Dans les pays avancés,** la croissance devrait chuter de 2,6% en 2022 à 0,7% en 2023, et devrait rester faible en 2024. **Aux Etats-Unis**, la croissance économique devrait continuer de ralentir passant de 2,1% en 2022 à 1,1% en 2023 et à 0,8% en 2024. Les effets décalés des hausses successives des taux d’intérêt et les récentes défaillances bancaires devraient contribuer au ralentissement de l’investissement privé. De même, l’épuisement de l’épargne accumulée, conjugué à une inflation élevée, devrait modérer les dépenses de consommation. La croissance des salaires devrait ralentir compte tenu de l’atténuation des tensions sur le marché du travail, tirant les prix des services vers le bas. Toutefois, l’inflation sous-jacente ne devrait pas se rapprocher de l’objectif de 2% retenu par la Réserve fédérale avant la fin de 2024.

**Dans la zone euro,** la croissance économique connaitrait un fort ralentissement passant de 3,5% en 2022 à 0,4% en 2023, en raison de l’effet différé du durcissement de la politique monétaire et de l’augmentation des prix de l’énergie. La consommation privée devrait rester modérée, freinée par une inflation effaçant les salaires réels. Dans les secteurs à forte intensité énergétique, l’augmentation des coûts des matières premières entraînerait des réductions, voire des ruptures de production. Par ailleurs, les turbulences récentes dans le secteur financier devraient amplifier la pression sur le coût du crédit, entraînant un ralentissement de l'investissement. En 2024, la croissance devrait se redresser mais limitée 1,3 %. La vigueur des marchés du travail soutiendrait la consommation privée, mais la forte incertitude et le durcissement des conditions de financement entraveraient la reprise de l’investissement.

L’inflation globale dans la zone euro devrait ralentir sensiblement en 2023. Le recul des prix de l’énergie et l’atonie de la demande intérieure devraient contribuer à limiter les tensions sur les prix. L’inflation sous-jacente devrait rester supérieure à l’objectif retenu par la BCE à la fin de 2024. Par ailleurs, le taux de change ne serait plus un facteur inflationniste ; la réduction de l’écart entre les taux américains et européens et le net ralentissement du PIB aux Etats Unis devraient entrainer une réappréciation de l’euro vis-à-vis du dollar d’environ 3% en 2023 et 1% en 2024 après la forte dépréciation de 11% enregistrée en 2022[[2]](#footnote-2) .

**S’agissant des économies émergentes**, leur croissance devrait reprendre en 2023 pour atteindre 4% après 3,7% en 2022. Toutefois, hors Chine, la croissance des économies émergentes devrait ralentir nettement passant de 4,1% en 2022 à 2,9% cette année. **En Chine**, la réouverture de l’économie devrait stimuler la consommation privée, et l’adoption de politiques publiques de grande envergure devraient promouvoir le secteur immobilier. La croissance chinoise est prévue à 5,6% en 2023 après 3,0% en 2022. En 2024, la croissance devrait refluer à 4,6% compte tenu de l’atténuation du rebond associé au redémarrage des activités économiques ainsi que de la faiblesse de la demande extérieure. La banque centrale chinoise devrait ainsi poursuivre la réduction du taux directeur, pour tenter de relancer davantage la croissance post-Covid.

**En Inde**, la baisse de la demande mondiale, la politique monétaire restrictive et la situation du marché du travail moins favorable devraient peser sur l’activité. Toutefois, la croissance resterait dynamique, progressant de 6,3% en 2023 et 2024 après 7,2% en 2022, grâce notamment à la consolidation des dépenses budgétaires substantielles en matière d’investissement.

**Au Brésil**, après le rebond enregistré en 2022 stimulé par la forte hausse des cours des matières premières, la croissance devrait ralentir à 1,2% et à 1,4% respectivement en 2023 et en 2024. Les effets des politiques publiques restrictives devraient freiner la croissance du pays malgré la contribution positive des exportations qui devraient bénéficier du rebond de l'économie chinoise. **Quant à la Russie**, après une légère contraction de 0,2% enregistrée en 2023, sa croissance devrait atteindre 1,2% en 2024 en raison de la solidité des exportations des produits énergétiques et de la résistance du marché intérieur.

Au niveau du **marché des matières premières[[3]](#footnote-3)**, les pays exportateurs du pétrole et leur alliés (OPEP+) devraient continuer d’intervenir en diminuant leur production pour soutenir les prix. Toutefois, l’inquiétude persistante relative à la poursuite de l’inflation, l’évolution modérée des indicateurs économiques chinois et les hausses des taux d'intérêt, devraient peser sur la demande mondiale de pétrole. Le cours de ce dernier devrait ainsi s'établir en moyenne à 80$/baril cette année, soit une baisse de 20% par rapport à la moyenne de 2022 avant d’atteindre 82$/b en 2024. Les prix du gaz naturel et du charbon devraient fortement baisser de plus de la moitié en 2023 et décliner davantage en 2024, plombés par la réduction de la demande énergétique, notamment en Europe qui est en voie de diversifier ses approvisionnements avec un recours accru au GNL américain.

Le ralentissement de la croissance économique mondiale devrait fortement impacter les cours de la plupart des matières premières non énergétiques. Ces derniers devraient baisser d’environ 10% en 2023 et 3% en 2024 après des hausses historiques de 34% et de 11% respectivement en 2021 et en 2022, mais ils devraient rester nettement supérieurs à leurs niveaux moyens sur la période 2015-2019.

**L’inflation mondiale** devrait ainsi décélérer en 2023, mais se maintenir au-dessus de son niveau prépandémique et des niveaux cibles des banques centrales au-delà de 2024. L’inflation sous-jacente tirée principalement par les services et par les coûts de main-d’œuvre, devrait diminuer plus lentement, notamment dans les pays développés où le marché du travail devrait rester résilient.

Dans ce contexte, la croissance **du commerce mondial** devrait nettement ralentir à 1,7% en 2023 contre 6% en 2022 avant de se redresser à 2,8% en 2024. La baisse des cours des matières premières et le redémarrage des activités économiques en Chine devraient contribuer à soutenir la croissance des échanges, en particulier des services.

Dans ce contexte économique international contraignant, **la demande mondiale adressée au Maroc** devrait ralentir passant de 5,8% en 2020 à 2,4% en 2023 et à 2,7% en 2024.

Globalement, les risques de dégradation des perspectives restent très élevés. L’incertitude qui entoure l’évolution de la guerre en Ukraine et ses répercussions mondiales restent un motif de préoccupation majeur. Les tensions du secteur financier pourraient s’amplifier et créer un phénomène de contagion qui affaiblirait l’économie réelle. L’orientation restrictive des politiques monétaires, bien que nécessaire, risque de mettre davantage en évidence les vulnérabilités financières, en particulier dans les pays très endettés.

***Reprise de l’activité économique nationale en 2023***

Après son fort ralentissement enregistré en 2022, **l’activité économique nationale** devrait se redynamiser en 2023, soutenue principalement par les activités primaires et tertiaires.

L’amélioration tardive des conditions climatiques durant la campagne agricole 2022/2023 après une période relativement sèche, devrait compenser le déficit hydrique affiché au début de la saison et améliorer légèrement les retenues des principaux barrages nationaux. Ces conditions devraient être légèrement bénéfiques à la production céréalière estimée[[4]](#footnote-4) à 55,1 Millions de quintaux en accroissement de 62% par rapport à la campagne précédente, mais plutôt favorables pour le renforcement de la production maraichère et arboricole, notamment la production agrumicole, oléicole et dattière.

En dépit de l’amélioration du couvert végétal et de la bonne tenue attendue des cultures fourragères, l’activité de l’élevage devrait être confrontée à la baisse de l’effectif du cheptel, sous l’effet de la succession des années de sécheresse conjugué au renchérissement des coûts de production. Cette situation devrait nécessiter un recours massif à l’importation des bovins et des ovins afin de satisfaire la demande locale.

Ainsi, **la valeur ajoutée agricole** devrait connaître une amélioration de 6,7% en 2023 après une baisse brutale de 12,9% en 2022. Compte tenu d’une évolution de 5,3% de l’activité de la pêche maritime, après son repli de 9,7% enregistré en 2022, **le secteur primaire** devrait enregistrer une hausse de l’ordre de 6,6% après un fort recul de 12,7% en 2022.

**Les activités non agricoles** devraient profiter de la dynamique des activités tertiaires, mais resteraient affectées par le ralentissement de la demande étrangère et par le maintien du niveau élevé des prix des matières premières.

**La croissance des industries manufacturières** devrait connaitre une amélioration modeste à 1,1% au lieu de 0,3% en 2022. En 2023, l’activité des industries agroalimentaires devraient décélérer sous l’effet du ralentissement des exportations des fruits et des produits de la mer. L’activité textile connaîtrait également une perte de vitesse liée à la décélération des exportations des vêtements confectionnés et des articles de bonneterie. L’industrie du matériel de transport devrait quant à elle poursuivre son élan profitant de l’amélioration continue de la demande extérieure.

En revanche, l’activité des industries chimiques devrait continuer de subir l’impact de la baisse de la demande extérieure pour les engrais phosphatés entamée depuis mi-2022, notamment de l’Inde et du Brésil. La torpeur de l’activité minière liée à la faible demande extérieure adressée aux produits de phosphate roche devrait s’atténuer, amortie par le maintien du niveau élevé de leurs cours à l’export.

Le secteur **du BTP** devrait poursuivre son essoufflement, avec une croissance timide de 0,4% en 2023- après un repli de 3,6% en 2022. Cette situation résulte, du renchérissement des coûts de construction et du foncier, et du durcissement des conditions de financement affaiblissant la demande des particuliers pour les biens immobiliers. Néanmoins, la branche des travaux publics devrait compenser en partie la baisse du secteur du bâtiment, bénéficiant de l’accroissement de l’enveloppe des investissements publics destinée à l’infrastructure.

Dans ces conditions, le **secteur secondaire** devrait dégager une valeur ajoutée en légère hausse de 0,3% en 2023 contre une baisse de 1,7% enregistrée en 2022.

La reprise **des activités touristiques** en expansion remarquable et du transport aérien et l’aboutissement de leur processus de rattrapage, devraient contribuer à la hausse de la valeur ajoutée des services marchands de 4,2% en 2023. Cette bonne dynamique du secteur touristique est attribuable à la reprise du tourisme mondial, au renforcement de la notoriété de la destination « Maroc » grâce à l’exploit des Lions de l’Atlas dans la Coupe du Monde et au succès de la campagne ‘’Maroc terre de lumière’’ lancée par l’ONMT. **Le trafic aérien** devrait ainsi être dynamique en 2023, en lien avec la reprise des activités touristiques. Toutefois, le transport maritime devrait connaitre une contraction, sur fond du ralentissement des échanges extérieurs notamment des exportations de phosphate et ses produits dérivés. Les **autres services marchands** devraient évoluer à un rythme modéré en lien avec une demande intérieure en légère reprise.

Par ailleurs, **les services non marchands** devraient continuer d’afficher une croissance soutenue par suite de l’accroissement des dépenses du personnel de l’administration publique.

Globalement, **le secteur tertiaire** devrait s’accroitre de 4,2% en 2023 après 5,4% en 2022, contribuant ainsi positivement à la croissance du PIB de 2,3 points.

Compte tenu d’une progression de 2,9% des impôts et taxes sur les produits nets de subventions, **la croissance économique nationale** devrait afficher une reprise de 3,3% en 2023 après une forte décélération de 1,3% enregistrée en 2022. **L’inflation**, exprimée par l’indice implicite du PIB, devrait connaitre un ralentissement à près de 2,8% au lieu de 3,1% en 2022.

Dans ces conditions, le marché du travail serait marqué par une baisse continue du taux d’activité de 0,8% en 2023 après un recul de 2,2% en 2022. Ainsi, et tenant compte d’une hausse prévisible de la création nette d’emploi, **le taux de chômage** au niveau national devait connaitre une quasi-stagnation à 12,2% en 2023.

***Amélioration modérée de la demande intérieure en 2023***

Malgré la persistance des niveaux élevés des prix, **la consommation des ménages** devrait s’améliorer légèrement sur fond d’affermissement des revenus agricoles et du maintien du rythme évolutif des transferts des MRE. Elle devrait ainsi s’accroitre de 0,8% après son repli de 0,7% en 2022. Avec une consolidation de 3,5% des dépenses de **consommation de l’administration publique**, **la consommation finale nationale** s’accroitrait de 1,5% au lieu de 0,4% en 2022 contribuant ainsi de 1,2 point à la croissance économique en 2023.

La poursuite du resserrement de la politique monétaire et du maintien de l’inflation dans cette conjoncture marquée par une forte incertitude relative aux perspectives économiques, devrait limiter l’expansion de l’investissement privé. Néanmoins, l’accroissement des dépenses d’investissement public, traduisant la poursuite des efforts de soutien de l’économie, devrait limiter la baisse de **l’investissement brut** à 0,6% en 2023 après son repli de 6,5% en 2022. Compte tenu de ces évolutions, **la demande intérieure** devrait connaitre un accroissement de 0,9%, contribuant ainsi positivement d’un point à la croissance du PIB au lieu d’une contribution négative de 1,7 point enregistrée en 2022.

***Allègement du besoin de financement permis par les recettes du tourisme et par l’accroissement des transferts MRE***

Le ralentissement de la demande étrangère suite à la décélération de l’activité économique des principaux partenaires commerciaux devrait limiter l’expansion de l’offre exportable nationale. L’évolution des exportations serait attribuable principalement à la bonne performance des secteurs des métiers mondiaux, notamment le segment de l'automobile, et à l’amélioration des exportations agroalimentaires et textiles. Cependant, les exportations du phosphate et de ses produits dérivés devraient connaître une atténuation de leur baisse. Cette tendance s'explique par une réorientation de la demande adressée au Maroc à ces produits, ainsi que par le maintien d'un niveau de prix sur les marchés mondiaux largement supérieur à la moyenne enregistrée sur la période 2015-2019.

Par ailleurs, les retombées négatives de la succession des années de sècheresse et de l’épisode inflationniste devraient accroitre le recours aux marchés étrangers pour satisfaire les besoins de l’économie nationale en produits alimentaires et en animaux vivants. En outre, les incertitudes quant aux perspectives économiques conjuguées à un ralentissement plus lent que prévu de l’inflation devraient limiter l’accroissement des importations en produits d’équipement et en demi-produits.

Tenant compte du niveau des cours internationaux, **le déficit commercial** devrait s’inscrire en atténuation en 2023 pour atteindre 21,8% du PIB au lieu de 23,2% en 2022. Par ailleurs, la bonne tenue des échanges de services notamment ceux du transport et du voyage devrait contribuer à l’allégement du **déficit en ressources** qui devrait avoisiner 10,5% du PIB au lieu de 14,5% du PIB en 2022. De surcroit, la poursuite de la tendance haussière des transferts des marocains résidents à l’étranger devrait atténuer **le déficit courant** de 2,7 points pour atteindre 0,8% du PIB au lieu de 3,5% enregistré en 2022.

***Déficit budgétaire en atténuation suite à la bonne tenue des recettes et à la baisse des dépenses de compensation***

La situation des **finances publiques** devrait se caractériser en 2023 par la poursuite de l’amélioration des équilibres budgétaires en dépit du contexte économique difficile. Ainsi, la performance des recettes de l’Etat, soutenues par la dynamique des composantes fiscale et non fiscale, devrait compenser la hausse des dépenses ordinaires. Toutefois, cette situation demeure confrontée aux risques d’augmentation des dépenses relatives au soutien du pouvoir d’achat.

Les **recettes ordinaires** devraient afficher une évolution positive en 2023 pour atteindre 22,7% du PIB au lieu de la moyenne de 20,4% enregistrée entre 2014 et 2022. A l’exception du recul des recettes de l’IS, qui ont marqué une progression remarquable en 2022, les autres composantes fiscales devraient profiter des hausses significatives des entrées au titre de l’IR, de la TIC, ainsi que de la TVA et des droits de douane qui devraient s’améliorer en 2023.

Dans ce sillage, les efforts de restauration des marges budgétaires devraient être consolidés également par la poursuite de la mobilisation des recettes non fiscales qui devraient atteindre près de 3,8% du PIB. Cette évolution serait attribuable à la hausse des autres recettes, notamment celles au titre des mécanismes innovant de financement.

Par ailleurs, les **dépenses totales** devraient avoisiner 27,9% du PIB, suite à la poursuite de l’orientation de la politique de l’Etat en matière de dépenses, notamment celles relatives aux mesures conjoncturelles pour faire face à la hausse des prix, aux réformes sociales, et à la promotion des investissements. En effet, **les dépenses ordinaires** devraient s’établir à près de 21,4% du PIB en augmentation de 2,1 points du PIB par rapport à la moyenne annuelle enregistrée entre 2014 et 2022. Ces dépenses devraient s’accentuer suite à la hausse attendue des dépenses des biens et services qui devraient atteindre près de 16,6% du PIB.

En revanche, **les dépenses de la compensation** devraient reculer à 2,7% du PIB contre 3,2% du PIB en 2022, sous l’effet de la baisse des prix des matières premières sur le marché international notamment ceux du blé tendre et du gaz naturel. Tenant compte de l’évolution des dépenses et recettes ordinaires et de celles **des dépenses d’investissement** représentant près de 6,5% du PIB en 2023, **le déficit budgétaire** devrait enregistrer un allègement passant de 5,2% à 4,8% en 2023.

Dans ces conditions, le trésor devrait faire recours aux ressources financières externes pour le financement de ses besoins, et ce après le recours quasi exclusif au marché intérieur ces deux dernières années. Cette orientation devrait permettre une atténuation des tensions sur le marché intérieur, dans un contexte qui demeure marqué par un manque de visibilité quant aux décisions de la politique monétaire. Elle permettrait également la formation d’une réserve confortable en devises permettant de faire face aux éventuels aléas extérieurs relatifs aux cours des matières premières.

Ainsi, le ratio de la **dette extérieure** du trésor devrait grimper à 18,6% du PIB en 2023 au lieu de 15,9% entre 2019 et 2022. L**a dette globale du trésor** devrait, en conséquence se situer à près de 72% du PIB en accentuation par rapport à 71,6% du PIB en 2022. Cependant, le poids de **la dette intérieure du trésor** devrait s’atténuer pour passer de 54,3% à 53,4% du PIB en 2023. Compte tenu du poids de l**a dette extérieure garantie** qui devrait atteindre 13,8% du PIB, le ratio de **la dette publique globale** devrait afficher un allègement à 85,8% du PIB contre 86,1% du PIB en 2022.

***Evolution positive des contreparties de la masse monétaire***

Le secteur monétaire devrait profiter des effets positifs du retrait du Maroc de la liste grise du GAFI, de son recours à la ligne de crédit modulable de 5 milliards de dollars et de l’émission d’un emprunt obligataire sur le marché international. Ceci devrait renforcer le **stock des avoirs en devises** qui constitue près de 20% de la masse monétaire. En effet, **les avoirs extérieurs nets** devraient atteindre près de 342,7 MMDH, affichant ainsi un affermissement remarquable de 7,9% pour couvrir 5,4 mois d’importations en 2023.Tenant compte de ces évolutions et de la poursuite de la forte hausse de la monnaie fiduciaire, sous l’effet notamment du rebond du secteur touristique et des transferts des MRE en 2023, **le besoin de la liquidité bancaire[[5]](#footnote-5)** devrait continuer de se creuser pour atteindre près de 107 MMDH au lieu de 80,9 MMDH en 2022.

Dans cette conjoncture économique, les créances sur l’économie devraient afficher une progression de 6,1% en 2023, portés principalement par la hausse des crédits bancaires. Ainsi, et tenant compte des autres contreparties, notamment les créances nettes sur l’administration centrale qui devraient enregistrer une croissance de 8,5% suite au recours prévu du trésor au marché intérieur, l’agrégat M3 devrait s’améliorer de 7,2% par rapport à l’année précédente pour représenter 1,3% du PIB.

***Vers une poursuite de reprise de l’économie nationale en 2024***

Les perspectives économiques pour l’année 2024 sont établies sur la base des hypothèses portant essentiellement sur un redressement de l’économie mondiale, induisant un regain de croissance de la demande étrangère adressée au Maroc et sur une atténuation des niveaux élevés des prix des matières premières au niveau mondial. Ces prévisions se basent sur un scénario d’une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2023/2024, et tiennent compte également de la reconduction de la politique budgétaire en vigueur durant l’année 2023.

En se basant sur les hypothèses susmentionnées, **le secteur agricole**, devrait dégager une hausse de 8,3% en 2024 au lieu de 6,7% en 2023, confortée par la consolidation de la production végétale et le redressement attendu de l’activité de l’élevage.

 De leur côté, **les activités non agricoles** devraient maintenir leur taux de croissance à près de 2,9% en 2024. **Le secteur secondaire** devrait être marqué par un regain du dynamisme, non seulement au niveau du secteur minier et énergétique, mais également au niveau des industries de transformation et du BTP. Ainsi, sa valeur ajoutée devrait afficher un accroissement de 2% en 2024 au lieu de 0,3% en 2023.

De son côté, **le secteur minier**, qui avait affiché une contreperformance de son activité depuis l’année 2022, devrait connaître une hausse de sa valeur ajoutée de 1,6% en 2024 au lieu d’une baisse de 4,2% en 2023. Il devrait profiter de la demande extérieure, notamment en provenance de l’Inde et du Brésil, dans le contexte d’une baisse prévue des cours du phosphate et ses dérivés au niveau international.

Quant au secteur du **bâtiment et travaux publics,** sa valeur ajoutée devrait s’accroître à un rythme plus soutenu que celui enregistré en 2023, profitant de l’apaisement attendu des prix des matériaux de construction, de la consolidation de l’investissement public et des mesures relatives au soutien à l’acquisition des logements.

**Les services marchands,** tirés par la reprise de la demande intérieure**,** devraient enregistrer une croissance de 3,1% en 2024, notamment sous l’effet du raffermissement de la performance de l’activité touristique, du commerce et du transport ainsi que de l’amélioration des activités financières.

Corrélé à l’activité touristique, le transport aérien devrait continuer d’enregistrer une croissance soutenue en 2024. De même, le transport maritime devrait tirer profit de la dynamique des échanges commerciaux extérieurs, en particulier du redressement prévu des exportations de phosphate et de ses dérivés. De son côté, **l’activité du commerce** devrait afficher une bonne tenue en 2024 stimulée par l’accroissement de la demande intérieure, la poursuite de la performance du tissu productif national, et la décélération de l’inflation, enregistrant ainsi une croissance de 1,8% en 2024 au lieu de 1,1% en 2023.

Dans ces conditions, et compte tenu d’une évolution de 4,1% des impôts et taxes sur produits nets de subventions, **le Produit Intérieur Brut** devrait enregistrer une croissance de 3,6% en 2024 au lieu de 3,3% en 2023. Aux prix courants, le Produit Intérieur Brut devrait afficher une progression de 5,5% au lieu de 6,2% en 2023. L’inflation, mesurée par l’indice implicite du PIB, devrait ainsi ralentir à 1,8% en 2024 au lieu de 2,8% en 2023.

***Amélioration de la demande intérieure***

**La demande intérieure** devrait afficher une contribution positive à la croissance du PIB en 2024 s’élevant à 3,1 points au lieu d’un point estimé en 2023. Cette performance est attribuable à l’accroissement de **la consommation des ménages** qui devrait enregistrer une hausse de 1,6% contribuant ainsi de 1 point à la croissance économique, sur fond d’amélioration du revenu agricole et du maintien du rythme d’évolution tendanciel des transferts extérieurs, dans un contexte marqué par l’atténuation des effets d’inflation sur le pouvoir d’achat des ménages. De son côté, **la consommation des administrations publiques** devrait enregistrer une hausse de 3,8% donnant lieu à une contribution positive de 0,7 point au PIB. Ainsi, **la consommation nationale** devrait évoluer de 2,2%, soit un rythme de croissance plus important comparativement à l’année 2023, contribuant pour 1,7 point à la croissance économique en 2024.

Tirant profit de l’amélioration des perspectives économiques, de la réduction des pressions inflationnistes, de la consolidation de l’orientation de la politique budgétaire en matière d’investissement, **la formation brute de capital fixe** devrait s’inscrire en hausse de 2,9% contribuant de 0,8 point à la croissance du PIB. Ainsi le volume de **l’investissement brut** devrait s’accroître d’environ 4,6% générant une contribution positive à la croissance de 1,3 point au lieu d’une contribution négative de 0,2 point en 2023. Tenant compte de ces évolutions, le volume de **la demande intérieure** devrait progresser de 2,8% au lieu de 0,9% en 2023.

***Consolidation des échanges extérieurs sur fond de l’amélioration de la demande étrangère***

L’amélioration prévue des perspectives économiques chez les principaux partenaires commerciaux devrait contribuer à l’accroissement de la demande adressée au Maroc et par conséquent à l’affermissement de l’offre exportable de l’économie nationale. Ainsi, les exportations de biens et services devraient afficher une accélération attribuable à la poursuite de la performance des exportations des métiers mondiaux, à l’amélioration des exportations agricoles et agroalimentaires, à la bonne tenue des exportations du secteur textile ainsi qu’au redressement prévu des exportations nationales en phosphate et ses produits dérivés.

 Par ailleurs, l’amélioration prévue de la campagne agricole et l’allégement des besoins en animaux vivants devraient limiter le recours massif à l’importation sur ce segment de produits. Toutefois, l’amélioration des perspectives économiques devrait contribuer à une relance des importations des biens intermédiaires et d’équipement.

Tenant compte de l’atténuation des pressions inflationnistes sur les marchés mondiaux notamment ceux des matières premières et de l’amélioration des conditions d’approvisionnement, **les exportations de biens et services** devraient enregistrer, en terme nominal, une évolution de 7,9% tandis que **les importations** devraient afficher une progression de 7,2%. Ainsi, **le déficit en ressources** devrait se maintenir à 10,1% du PIB en 2024.

Avec un accroissement du PIB nominal de 5,5% en 2024 et de la consommation finale nationale de 4,6%, le taux d’épargne intérieure devrait se situer à 20,6% du PIB en 2024 au lieu de 20% prévu pour l’année en cours en amélioration par rapport à 18,8% du PIB enregistré en 2022. En tenant compte des revenus nets en provenance du reste du monde qui devraient représenter près de 7,5% du PIB, l’épargne nationale devrait atteindre 28,1% du PIB au lieu de 27,8% du PIB en 2023 et 26,8% en 2022. Ce niveau d’épargne nationale devrait rester inférieur au niveau d’investissement brut représentant 29,1% du PIB au lieu de 28,6% du PIB prévu en 2023 et 30,3% enregistré en 2022. De ce fait, le besoin de financement de l’économie devrait atteindre 1% du PIB en 2024.

***Légère accentuation du déficit budgétaire en 2024***

L’amélioration du rythme de croissance de l’économie nationale en 2024 et la baisse prévue des cours des matières premières devraient contribuer à limiter l’accentuation du déficit budgétaire qui devrait passer de 4,8% en 2023 à 5% du PIB après 5,2% en 2022.

**Les recettes ordinaires** devraient s’inscrire en hausse suite notamment à l’accroissement des recettes fiscales de 4,4%. Les impôts directs devraient augmenter de près de 4,7% contre seulement 2,7% une année auparavant, bénéficiant de la reprise des recettes de l’IS. Par ailleurs les recettes tirées de la TVA devraient afficher une hausse bénéficiant de la dynamique soutenue de la demande intérieure prévue en 2024.

De leur côté, **les dépenses ordinaires** devraient marquer un ralentissement de leur rythme de croissance à 4,3% atteignant ainsi 21,2% du PIB au lieu de 21,4% l’année précédente. Cette tendance devrait être attribuable au recul **des dépenses de la compensation** qui devraient atteindre 2,2% du PIB en 2024 au lieu de 2,7% du PIB en 2023, bénéficiant de la poursuite de l’atténuation des prix des matières premières à l’échelle mondiale.

Sur la base de l’hypothèse de la reconduction des mesures budgétaires mises en vigueur durant l’année 2023 et la poursuite des efforts de soutien de l’économie, **les dépenses d’investissement** devraient atteindre 6,2% du PIB au lieu de 6,5% du PIB en 2023.

Sur fond de la poursuite de l’allégement du besoin de financement, de l’amélioration du rythme de la croissance économique et du ralentissement plus lent que prévu de l’inflation, les indicateurs de l’endettement national devraient s’inscrire en baisse. En effet, le ratio de la **dette extérieure garantie** devrait se situer à 13,6% du PIB après de 13,8% en 2023. Tenant compte d’une légère hausse du ratio de **la dette du trésor** à 72,9% du PIB, **le ratio de la dette publique globale** devrait afficher une accentuation à 86,5%, après 85,8% du PIB attendu en 2023.

Les projections des agrégats monétaires en 2024 prennent en considération les prévisions de la croissance économique et de l’inflation, ainsi que les flux extérieurs nets qui devraient maintenir leur évolution tendancielle bénéficiant de l’amélioration des conditions économiques internationales.

En effet, les réserves nettes en devises devraient garder un niveau presque similaire à celui de l’année précédente, pour couvrir 5,2 mois d’importations. Pour leur part, les créances nettes sur l’administration centrale devraient poursuivre leur tendance haussière. Elles devraient afficher une progression à deux chiffres, reflétant le recours du Trésor au marché domestique pour assurer ses engagements en matière de relance économique. Ainsi, et tenant compte d’une légère décélération prévue des crédits bancaires, **la création monétaire** devrait avancer de 5,5%, en ralentissement par rapport à 7,2% prévu en 2023.

***Conclusion***

Les perspectives d’évolution de l’économie nationale demeurent modérées et tributaires des secteurs traditionnels qui entravent la réalisation d’une croissance économique génératrice d’un niveau d’emploi et de revenus satisfaisants. La poursuite des pressions inflationnistes conjuguée au resserrement des conditions de financement, pèse lourdement sur l’expansion de la demande intérieure. De surcroit, la dépendance étroite aux marchés extérieurs en intrants et en matières premières, notamment celles à caractère stratégique, constitue un obstacle à une contribution positive stable de la demande extérieure à la croissance économique.

La récente poussée inflationniste a clairement démontré que la structure des prix internes est largement influencée par les fluctuations des cours sur les marchés étrangers, en particulier pour les matières premières stratégiques alimentaires et énergétiques. Cette dépendance a mis en évidence la vulnérabilité du pouvoir d’achat des ménages qui a été préservé avant la crise covid grâce principalement au faible niveau d’inflation qui a caractérisé l’économie nationale. En effet, le pouvoir d’achat a marqué une baisse remarquable en 2022 de 3,9% sur fond d’une évolution de 6,6% de l'indice des prix à la consommation, avec une contribution de près de 63% des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, et de près de 19% des transports. Force est de constater que le niveau des prix de ces produits, à caractère stratégique pour la souveraineté économique, demeure élevé et ce malgré les subventions substantielles accordées dans le cadre des politiques économiques mises en place pour l’endiguement de leur inflation.

Au-delà des facteurs conjoncturels, la propagation de l’inflation a été amplifiée par les facteurs internes structurels de l’économie nationale, notamment ceux relatifs à l’insuffisance de l’offre, les disfonctionnements des circuits d’approvisionnement et de commercialisation ainsi que le large degré de dépendance des composantes de la demande intérieure aux importations. Dans ce sillage, il est plus que jamais nécessaire d’œuvrer pour le développement des capacités productives et réduire les fluctuations des performances du secteur agricole afin d’assurer un niveau de production stable et résilient face aux aléas climatiques, notamment dans le segment céréalier. En effet, le rendement céréalier n’a progressé que légèrement au cours des 40 dernières années, en passant de 10,4 Q/Ha en moyenne sur la période 1980-1999 à seulement 13,3 Q/Ha en moyenne sur la période 2000-2020, tout en restant en deçà de la moyenne mondiale et de celle des pays de la région MENA qui affichent un rendement moyen de 15,8 Q/Ha et de 23,3 Q/Ha respectivement sur les deux périodes. Cette orientation s’impose d’autant plus que le changement climatique que connaît le Maroc, à l’instar des pays du monde, est conjugué à une surexploitation des ressources en eau qui ont induit à un stress hydrique structurel. L’état actuel des eaux souterraines et de surface est devenu alarmant et les pertes subies lors des années sèches sont de plus en plus difficilement récupérables, accroissant ainsi les défis relatifs à la production céréalière qui demeure dominée à hauteur de 80% par la superficie Bour.

De surcroit, il est inéluctable de multiplier les mesures incitatives pour promouvoir l’usage des sources d’énergie renouvelable, notamment dans les secteurs productifs stratégiques et énergivores. La transition vers des sources d'énergie alternatives devrait jouer un double rôle. Elle devrait non seulement renforcer l'indépendance énergétique, mais elle constituerait également un rempart pour préserver la stabilité des cours en cas d’une éventuelle décompensation ou fluctuations des prix des produits énergétiques subventionnés, largement utilisés dans les processus de production. Dans cette optique, le Maroc devrait accélérer le développement de ses capacités de production d'énergies renouvelables, étant donné que leur part dans la production énergétique est passée de 14% en 2014 à seulement 20% en 2021.

En outre, la tendance actuelle du niveau de pénétration des importations qui contribue au maintien d’une large dépendance de l’inflation interne aux fluctuations des cours des intrants importés, nous interpelle sur la capacité du tissu productif national à substituer la demande croissante sur les produits importés. Ainsi, il est indispensable d’intensifier les efforts en faveur de l’intégration du tissu productif national, pilier fondateur de la souveraineté industrielle de l’économie nationale. Cette orientation devrait passer par des politiques poussées de substitution basées sur le ciblage des groupes de produits locomotifs des importations qui favorisent l’accroissement du déficit extérieur et pénalisent le rétablissement durable de la balance courante. L’amélioration de cette dernière demeure tributaire également du niveau de diversification et de compétitivité de l’offre exportable. Dans ce sillage, il est à rappeler que le classement de l’économie marocaine sur l’indice de complexité économique (ECI) n’a progressé que de 9 places en 20 ans, en passant du rang 89 en 2000 au rang 80 en 2020. Cette progression reste timide comparativement à l’évolution réalisée par des pays similaires tels que le Cambodge, qui est passé du rang 113 en 2000 au rang 73 en 2020 gagnant ainsi 40 places, le Paraguay qui est passé du rang 109 au rang 84, et la Tunisie qui a gagné plus de 20 places sur la même période en passant du rang 67 au rang 44.

Dans cet environnement international en perpétuelle mutation, favorisée par l’innovation technologique et le développement de formes de protectionnisme, il est plus ce que jamais nécessaire de surmonter la lenteur du processus de sophistication technologique du contenu de nos produits exportés et d’améliorer le degré d’intégration actuel des filières industrielles pour plus de création de valeur ajoutée et d’emploi.

Par ailleurs, étant donnée la tendance baissière de la croissance potentielle, il est primordial de rehausser la productivité, notamment celle du secteur manufacturier, pour stimuler la croissance. Dans cette perspective, nous avons amorcé une réflexion approfondie sur les facteurs qui pourraient expliquer cette tendance et sur les stratégies à adopter pour inverser cette dynamique. Ces travaux ont permis de relever qu’une meilleure allocation des ressources pourrait être l’une des clés pour résoudre les problèmes de productivité.

En effet, les distorsions et les mésallocations des ressources, qui font référence à une répartition inefficace des ressources économiques, peuvent entraver la performance des entreprises et réduire l'efficacité globale du secteur manufacturier, donnant lieu à un gaspillage de ressources, et par conséquent, à une baisse de la compétitivité et à la stagnation de la croissance économique. C’est dans ce cadre qu’une meilleure réallocation via l’appui des entreprises à faible production mais à fort potentiel de croissance, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), pourrait entrainer des gains de productivité importants. Les résultats de cette étude qui s’attaque aux contraintes qui amplifient les mésallocations des ressources, ainsi qu’aux politiques économiques susceptibles de réduire leur poids, fera l’objet d’une publication future en raison de l’encombrement des travaux du HCP en ce mois de juillet.

***ANNEXE***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 2021 | 2022 | 2023\* | 2024\*\* |
| Valeurs Ajoutées et PIB en volume (en %) |
| Valeur ajoutée totale | 7,8 | 1,0 | 3,4 | 3,6 |
| Valeur ajoutée primaire | 19,0 | -12,7 | 6,6 | 8,2 |
| Valeur ajoutée non agricole | 6,3 | 3,0 | 2,9 | 2,9 |
| Valeur ajoutée secondaire | 7,1 | -1,7 | 0,3 | 2,0 |
| Valeur ajoutée tertiaire | 5,8 | 5,4 | 4,2 | 3,3 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions  | 10,3 | 3,9 | 2,9 | 4,1 |
| PIB non agricole (VA +ITS) | 6,7 | 3,1 | 2,9 | 3,0 |
| PIB en volume | **8,0** | **1,3** | **3,3** | **3,6** |
| Variation du prix implicite du PIB | 2,4 | 3,1 | 2,8 | 1,8 |
| Equilibre Ressources et Emplois en volume en % |
| Consommation finale | 7,1 | 0,4 | 1,5 | 2,2 |
| Ménages résidents | 6,9 | -0,7 | 0,8 | 1,6 |
| Administrations publiques | 7,2 | 3,3 | 3,5 | 3,8 |
| FBCF | 7,6 | -2,2 | 2,3 | 2,9 |
| Exportations de biens et services | 7,9 | 20,4 | 10,8 | 7,8 |
| Importations de biens et services | 10,4 | 9,0 | 4,6 | 5,6 |
| Ratios des principaux indicateurs macroéconomiques en % du PIB |
| Epargne intérieure | 21,3 | 18,8 | 20,0 | 20,6 |
| Epargne nationale  | 28,2 | 26,8 | 27,8 | 28,1 |
| Investissement brut | 30,5 | 30,3 | 28,6 | 29,1 |
| Solde de financement | **-2,3** | **-3,5** | **-0,8** | **-1,0** |
| Déficit budgétaire | -5,5 | -5,2 | -4,8 | -5,0 |
| Dette publique globale | 83,3 | 86,1 | 85,8 | 86,5 |
| Dette de Trésor | 69,5 | 71,6 | 72,0 | 72,9 |
| Réserves en mois d’importations  | 7,2 | 5,2 | 5,4 | 5,2 |

1. Banque mondiale Global Economic Prospect - Juin 2023 - [↑](#footnote-ref-1)
2. Banque de France -- juin 2023- [↑](#footnote-ref-2)
3. Banque mondiale Global Economic Prospect -Juin 2023 [↑](#footnote-ref-3)
4. Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime du Développement Rural et des Eaux et Forêts [↑](#footnote-ref-4)
5. Bank al Maghrib [↑](#footnote-ref-5)